

MISE AU POINT DU CNRD-TCHAD



CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE POUR LA DÉMOCRATIE (CNRD-TCHAD)

SECRETARIAT NATIONAL CHARGÉ DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

SIÈGE SOCIAL:
CHEZ M. MOUSSA PASCAL SOUGUI
1, ALLÉE ALEXIS DE TOCQUEVILLE
45100 ORLÉANS

Tél. +33 6 05 76 36 63

Courriel: contact@cnr-d-tchad.org

Site: <https://www.cnr-d-tchad.org>

Le 6 février 2017, les cinq pays du G5 Sahel (Tchad, Mali, Niger, Mauritanie et Burkina Faso) ont pris la décision de mettre en place une force conjointe capable d'intervenir à leurs frontières pour lutter contre le terrorisme et les trafics illicites de toutes sortes. Le financement de cette force a été au centre d'une réunion de haut niveau, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Mais comment construire une stabilité pérenne dans le Sahel sans résoudre les crises politiques et Socio-économiques dans les états de cette région d'Afrique ? Comment assurer la sécurité transfrontalière sans prévenir et régler les conflits locaux ? Comment espérer construire la paix régionale sans apporter des solutions idoines aux causes du terrorisme, de la radicalisation, de l'extrémisme et de la criminalité transnationale ?

Au Tchad, où tous les processus politiques sont verrouillés, les causes profondes de la crise politique, sociale, économique et financière qui sévit actuellement, sont clairement identifiées et connues de tous :

- 27 ans de confiscation du pouvoir par le président Idriss Déby ;
- Mal gouvernance endémique, menée par une oligarchie militaro-ethnique, incompétente et corrompue ;
- Pillage systématique des ressources et surendettement généralisé du Tchad ;
- Armée clanique au service du président Idriss Déby ;
- Insécurité entretenue et impunité totale ;
- Administration publique et éducation en totale déliquescence ;
- Restriction excessive des libertés fondamentales, intimidation, disparitions forcées, arrestations arbitraires et tortures des défenseurs des Droits de l'Homme, dénoncées par le dernier rapport de l'ONG Amnesty international.

La rengaine du « rempart contre le terrorisme dans la région » peut-elle servir de prétexte au maintien du statu quo politique au Tchad ?

Il faut reconnaître qu'en 27 ans, Idriss Déby n'a rien cédé, même pas une once de son pouvoir. Et rien ne présage qu'une alternance sera possible au Tchad même à la fin de son cinquième mandat. Le pouvoir tchadien s'enfoncé dans le déni complet de la situation intérieure et ne s'intéresse qu'à la politique extérieure. Face à une contestation grandissante après les présidentielles d'avril 2016, le régime s'enfoncé dans une spirale répressive sans précédent, et va désormais faire face à cinq rebellions armées basées dans le sud de la Libye. Après avoir reporté sine die les élections législatives, le président Déby est sur le point d'entreprendre au Tchad des nouvelles réformes institutionnelles majeures sans aucune concertation avec la VRAIE opposition politique et la VRAIE société civile, afin de renforcer et perpétuer son pouvoir.

En conséquence, le Conseil National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD) lance un vibrant appel aux bailleurs de fonds et aux partenaires techniques et financiers de notre pays pour que les 20 milliards de dollars promis lors de la table ronde de Paris, soient soumis à des procédures à fortes conditionnalités démocratiques. Les fonds alloués doivent être investis dans des VRAIS projets de développement en faveur de l'éducation, de l'accès à l'eau et à la santé, de l'autosuffisance alimentaire, de la création d'emplois pour donner un avenir à la jeunesse et de la lutte contre la pauvreté.

Il est crucial pour la sécurité au Sahel de renforcer la stabilité du Tchad, entouré par des pays en proie au terrorisme, en y restaurant une véritable démocratie où l'alternance politique pacifique sera possible.

Fait à Paris, 22 septembre 2017

Pour le Bureau Exécutif,

Commandant Hamid Barkaï Adoum

Secrétaire national chargé de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information, Porte-parole du CNRD.